

Sites et paysages



Arvieux, Casse Déserte (SC 1937)



La Chapelle-en-Valgaudemar, cascade des Oules du diable (SC 1912)



La Chapelle-en-Valgaudemar, cascade du Voile de la Mariée (SI 1946)



Saint-Véron, le village (SI 1948) en depuis la route de Clausis



Grip, Bloc erratique de Pierre Ossel (SC 1912)



La Chapelle-en-Valgaudemar, lacs de Pétalet (SI 1946)

La montagne : première richesse des Hautes-Alpes

Longtemps considérée seulement comme source de biens matériels (gibier, plantes, matériaux, cristaux), parfois perçue comme hostile, la nature sauvage est progressivement regardée différemment au cours du XVIII^e siècle. Dans *La Nouvelle Héloïse* (1761), Jean-Jacques Rousseau fait l'éloge de la montagne à laquelle il attribue des bienfaits physiques mais aussi psychiques. Le regard posé sur la haute-montagne évolue en même temps, passant d'une crainte, en partie mystique, à un attrait de plus en plus certain, qui aboutit à la naissance de l'alpinisme à la fin du siècle (première ascension du Mont-Blanc en 1786). Dans la première moitié du XVIII^e siècle, la révolution industrielle favorise paradoxalement la découverte des paysages et le souci de les préserver.

Les pionniers de la préservation du paysage

Les peintres de l'école de Barbizon obtiennent en 1861 le classement par décret impérial d'une partie de la forêt de Fontainebleau en « série artistique », interdisant toute exploitation. Ces précurseurs sont relayés par les membres du Club alpin français (créé en 1874), puis du Touring Club de France (1890), qui promeuvent la découverte et la préservation des sites.

1906 : première loi de protection des sites

La loi du 21 avril 1906 est en France la première loi de protection des espaces naturels et le fondement de la politique des sites. Elle organise la protection des sites et monuments naturels de « caractère artistique » en instaurant dans chaque département une commission des sites chargée de recenser les

propriétés « dont la conservation présente d'un point de vue artistique ou pittoresque, un intérêt général ». Ces sites sont susceptibles d'être classés par le ministre.

La loi de 1930

La loi de 1906 est complétée par celle du 2 mai 1930 toujours en vigueur. Elle donne une portée réglementaire à la notion de « site inscrit », empruntée à la législation relative aux monuments historiques, ajoute au critère artistique les critères scientifique, historique et légendaire, et soumet toute modification de l'aspect du site classé à autorisation ministérielle.

Au début du XX^e siècle les sites classés se réduisent généralement à des éléments ponctuels : cascade, bloc erratique*, arbre remarquable, etc. La loi de 1930 suscite la création de vastes sites naturels inscrits tandis que les sites classés restent de taille modeste. Le classement est progressivement appliqué à des sites naturels de plus grande taille, alors que l'inscription est réservée à des sites soumis à une moindre pression (industrielle, touristique ou foncière). Pour des raisons de gestion, la politique de protection des sites privilégie aujourd'hui le classement, sur des espaces naturels pouvant atteindre plusieurs milliers d'hectares.

Les Hautes-Alpes comptent 30 sites classés et 63 sites inscrits. Avec 36 800 hectares en site classé, le département arrive en cinquième position au niveau national. Le site classé de la Vallée de la Clarée et de la Vallée Étroite est, en surface, le deuxième site de France après celui du Mont-Blanc (Haute-Savoie).

* bloc erratique : rocher de grande taille déplacé par un glacier, parfois sur de longues distances, et abandonné sur place après la fonte du glacier